

Les politiques anti-drogue en Colombie sous Álvaro Uribe Vélez (2002-2010): "plata o pluma"

Neacșu, Sorina

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Neacșu, S. (2012). Les politiques anti-drogue en Colombie sous Álvaro Uribe Vélez (2002-2010): "plata o pluma". *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 12(4), 673-691. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446108>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Les politiques anti-drogue en Colombie sous Álvaro Uribe Vélez (2002-2010) «Plata o pluma»¹

SORINA NEACȘU

Álvaro Uribe annonça en avril 2002 qu'il était prêt à introduire un nouvel ordre dans l'État colombien, ordre qui menaçait encore une fois les rebelles présents sur le territoire. Pour porter le dialogue avec ceux-ci, le président nouvellement élu annonçait aussi le fait qu'il n'acceptait plus autre position de négociation que celle de pouvoir². Il pensait les négociations dans des termes offensifs. Pour les rebelles aussi, l'approche était offensive.

Contrairement aux opinions reçues qui considèrent les mandats d'Álvaro Uribe un succès dans sa lutte contre la violence et surtout contre l'extension du trafic de la drogue depuis la Colombie, cet article démontre que ces actions s'inscrivent dans la longue histoire de ce pays marqué par la violence et dans un contexte où il n'y a qu'une réussite partielle en ce qui concerne les politiques anti-drogue.

Dans ce sens, il est utile de rappeler que l'histoire colombienne a été marquée par un phénomène important connu sous le nom de «La Violence». Débutant en 1948, après l'assassinat d'un possible candidat présidentiel (Gaitán qui a poussé les masses vers une réaction assez dure qui n'est pas restée sans réponse de la part des autorités [*Bogotazo*]), cette période sanglante a fait environ 300 000 victimes³. Depuis «La Violence» des années 1940-1950, la trajectoire historique du pays fut plus violente que celle de ces voisins⁴.

Dès lors, même si les États Unis annonçaient la disparition des cartels des drogues (premièrement Medellín et ensuite Cali), au temps d'Álvaro Uribe, le commerce des stupéfiants ne dépendait plus, c'est vrai, de cartels centralisés, mais unissait villes et campagnes bien plus que n'importe quelle autre industrie. Le gouvernement colombien, mais surtout les États Unis s'attendaient que sous les mandats des présidents George W. Bush et Álvaro Uribe, la Colombie pût devenir un modèle pour les contre-insurrections «victorieuses».

Cet article analyse les relations entre les acteurs internes et externes pour la tellement voulue réduction de la production des drogues en Colombie. Un thème de réflexion est représenté par la capacité d'Uribe de gérer la relation entre ces acteurs pour que les buts soient atteints. Il y a deux thèses pour expliquer cet insuccès: l'inefficacité

¹ Syntagme qui dénonce une politique menée par Pablo Escobar et qui se traduit par «argent ou plomb», accepter de l'argent ou recevoir une balle de fusil pour ne représenter plus un piège face au bon fonctionnement du narcotraffic. Cet article reprend les principaux arguments présentés dans mon mémoire de licence présenté à la Faculté de Sciences Politiques, Université de Bucarest sous la coordination de Mme Caterina Preda.

² Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia: Drugs, Democracy and War*, Rutgers University Press, Brunswick, New Jersey, 2003, pp. 68-69.

³ Forrest HYLTON, *Colombie, les heures sombres*, Éditions Imho, Paris, 2008, p. 64.

⁴ *Ibidem*, p. 180.

des politiques anti-drogue tient aux caractéristiques spécifiques de l'État colombien, et l'autoritarisme d'Álvaro Uribe dans la politique anti-drogue influence aussi négativement ces politiques, même avec un financement important des États Unis.

En termes de la structure de cette démarche, la première partie est consacrée à l'influence des acteurs internes sur la scène colombienne (les guérillas, les mouvements paramilitaires et les cartels de la drogue) tout en gardant le lien avec les phénomènes sociopolitiques («la Violence») y impliqués. Avant l'analyse des deux mandats d'Álvaro Uribe s'impose aussi l'étude des acteurs externes (principalement les États Unis) et leur influence dans les politiques anti-drogue.

DÉMOCRATIE COLOMBIENNE SOUS LA PRESSION DES 3 ACTEURS: LES GUÉRILLAS, LES MOUVEMENTS PARAMILITAIRES ET LES CARTELS DE LA DROGUE

L'auteur qui analyse le mieux le contexte et l'évolution de la violence colombienne est le sociologue Daniel Pécaut. Il possède une manière unique d'interprétation dont la *Violencia* et la structure étatique interne sont étroitement liées. Si traditionnellement les études plaçaient les origines de la *Violencia* parmi les caractéristiques de l'État colombien, pour le sociologue français qui n'abandonne pas cette hypothèse, les relations entre cet État et la société civile sont aussi importantes. Il montre qu'il y avait ou il y a encore une obsession des élites pour un «ordre moderne» qui devrait se manifester comme une expression de l'unité nationale. De ce point de vue, la *Violencia* se transforme pour Pécaut dans un mélange qui coexiste tant dans le social que dans le politique. La guerre est encore responsable pour l'état actuel de la société civile et son évolution est déterminante pour l'avenir des institutions démocratiques à l'intérieur de ce pays sud-américain¹.

Pécaut interroge la manière à travers laquelle la Colombie voit des nouvelles formes de violence s'installer précisément au moment où on parlait d'institutionnalisation démocratique². Jusqu'à l'établissement du Front National³ en 1957-1958, l'alternance n'est pas un processus «normal» sinon un phénomène profondément traumatisant où les élections (élément essentiel d'une démocratie) étaient superflues. Le Front National en tant qu'artifice du pouvoir qui pour une période de 4 mandats présidentiels a alterné libéraux et conservateurs dans toutes les structures du pouvoir, n'élimine pas les élections, mais les séances électorales se caractérisent par des hauts niveaux d'abstention.

Il y a une période spécifique que Pécaut attribue à la *Violencia*: il s'agit d'un segment temporel assez court (1948-1953)⁴, mais qui est encore vu comme une hécatombe généralisée. Le segment violent proprement-dit commence avec le *Bogotazo* (soulèvement d'après l'assassinat du leader libéral le 9 avril 1948) d'après l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán pour arrêter seulement de manière officielle la

¹ Daniel PÉCAUT, *Crónica de cuatro décadas de política colombiana*, Grupo Editorial Norma, Bogotá, 2006, pp. 9-10.

² IDEM, *Orden y Violencia: Evolución socio-política de Colombia entre 1935 y 1953*, Grupo Editorial Norma, Bogotá, 1987, pp. 17-18.

³ IDEM, *Crónica de cuatro décadas...cit.*, pp. 17-19.

⁴ IDEM, *Orden y Violencia...cit.*, pp. 34-36.

violence avec l'arrivée de Rojas Pinilla au pouvoir à travers le coup militaire de 1953¹. Gaitán personnifiait pour les Colombiens l'expression d'un changement à cette époque-là, mais au moment où il se préparait à rencontrer Fidel Castro à Bogotá, il a été assassiné².

L'auteur insiste sur l'importance du tissu social en tant que créateur des conditions «propices» pour que la violence s'installe et mon analyse suit de près cette idée de l'auteur. Le tissu social n'aurait pas été le même sans les événements violents.

Pécaut ne voit pas l'État jouant le rôle de protagoniste, sinon comme un acteur de plus dans le scénario du conflit général. Les autres rôles appartiennent aux partis politiques, aux mouvements sociaux (guérillas, mouvements paramilitaires, cartels de drogues).

C'est ainsi qu'apparaît ce que Pécaut appelle l'«ordre oligarchique»³ qui s'installe dans le champ politique et dans celui social et qui fonctionne à l'intérieur d'une «démocratie restreinte»⁴. La prépondérance civile coexiste avec l'exercice de la violence. Dans cet espace interviennent, tout en profitant de la faiblesse étatique, les trois acteurs: les guérillas, les paramilitaires, et les cartels de drogues. Le cadre reste celui du jeu bipartisan, d'une démocratie privée administrée soit par les conservateurs, soit par les libéraux. À la politique interne colombienne qu'on vient de décrire brièvement, Pécaut rajoute aussi le trafic de la drogue qu'il décrit comme: «[quelque] chose que n'importe quel pays ne peut lui résister et qui s'est retrouvée en Colombie»⁵. On assiste selon le sociologue français à un «miracle constant».

Il y a, comme l'ont annoncé déjà plusieurs secteurs de l'histoire colombienne ou les traces de la *Violencia* sont présentes. Le système des partis a engendré des problèmes en ce qui concerne les faibles différences idéologiques. Ensuite, les guérillas ont mené à une croissance de l'offensive sur le territoire, tout en s'imposant dans la trafique de la drogue. Ce dernier est le dernier élément analysé ici en tenant compte des conséquences de la *Violencia*.

Le système partisan colombien

Le premier «défaut» qui rappelle la *Violencia* peut être considéré le système partisan colombien (bipartisme *sui generis*) en soi. Il est important d'évoquer la concurrence minimale qui existe entre les deux partis historiques colombiens, le Parti Conservateur et le Parti Libéral, qui s'explique par la faible différence idéologique, et l'oligarchie qui en résulte. Le système partisan a souffert une dynamique de conflit/alliance qui ne nous laisse pas parler d'une alternance aléatoire⁶ ou de bipartisme au sens classique, mais d'un système qui reflète une alternance pragmatique basée sur un discours centriste⁷ avec une faible individualisation idéologique.

¹ *Ibidem*, p. 37.

² Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 64.

³ Daniel PÉCAUT, *Crónica de cuatro décadas...cit.*, p. 19.

⁴ *Ibidem*, p. 22.

⁵ Daniel PÉCAUT, entretien par *Semana.com*, *Colombia es un milagro constante*, <http://www.youtube.com/watch?v=voA7-iphvVg&feature=relmfu>, le 8 septembre 2008 (9 mars 2011).

⁶ Manuel ALCANTARA, Flavia FREIDENBERG (coords.), *Partidos Políticos de América Latina, Países Andinos*, Instituto Federal Electoral, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 2003, p. 149.

⁷ *Ibidem*, p. 150.

Après avoir mis une fin officielle au Bogotazo (1948), le général Rojas Pinilla a réussi à pacifier partiellement le pays à travers «une révolution silencieuse»¹. La réconciliation spectaculaire entre les dirigeants des deux partis – Guillermo Leon Valencia (conservateur) et Lleras Camargo (libéral) a fait possible le renversement de Rojas Pinilla (1958). Et c'est à ce moment historique où l'on aperçoit la faible différence idéologique qui a permis cette «réconciliation» et qui a mené Marcel Niedergang à considérer que «les conservateurs vont à la messe de 8 heures et les libéraux à celle de 10 heures»² pour surprendre avec de l'ironie les «fortes» différences qui existent depuis toujours entre les deux côtés politiques colombiennes. Une junte militaire a succède au militaire déchu qui a pris la décision d'accepter la formation d'un gouvernement d'union nationale. On assiste, ainsi, à une nouvelle «fermeture politique»³ (exercice électif faible) plus longue que les 16 ans désignés au début (de 1958 à 1982) – le Front National. Les accords y inclus prévoyaient une alternance forcée entre les libéraux et les conservateurs, les élections existant seulement pour confirmer un élu qui existait déjà au-dessus, au niveau du cadre décisionnel.

Les conséquences qui expliquent l'oligarchie ne tiennent pas seulement à l'interdiction de revendications radicales ou réformistes, mais aussi au fait que l'État devient «une machine des intérêts communs de l'élite qui distribuait par avance tous les postes gouvernementaux et non seulement»⁴. De plus, la trêve instituée lors du Front National n'a pas vraiment trop contribué à l'éclatement des partis.

Un troisième acteur partisan important n'est apparu qu'en 2002, le Parti Social de l'Unité Nationale (Parti de l'U – la lettre «U» étant une coïncidence heureuse avec le nom du président Uribe) mais il n'a pas pu apporter un vrai renouvellement, étant formé par des anciens membres des partis historiques. Ni au niveau idéologique, le Parti de l'U n'apportait des renouvellements marquants en se proclamant d'orientation centriste, démocratique et pluraliste⁵, chose pas nouvelle sur la scène politique colombienne.

Les guérillas historiques

Les trois forces de guérillas historiques, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), l'Armée de Libération Nationale (ELN), et l'Armée Populaire de Libération (EPL) de gauche furent créées comme conséquence de la *Violencia*⁶.

Les FARC ont été créées par des guérillas communistes plus petites et d'autres dissidents libéraux en 1966, après que le gouvernement avait attaqué les communautés qui avaient colonisé le sud de la Colombie. La tactique défensive des «communautés de résistance armée» a été remplacée par une stratégie offensive – transformer des paysans à l'origine en défensive en unités mobiles de lutte (le premier nom a été

¹ Marcel NIEDERGAN, *Les vingt Amériques Latines: Chili, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela* Éditions de Seuil, Paris, 1969, pp. 185-186.

² *Ibidem*, p. 180.

³ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 76.

⁴ *Ibidem*, pp. 78-79.

⁵ Site du Parti de l'U, <http://www.partidodelau.com/index.php?p=3&ite=1> (6 avril 2011).

⁶ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 86.

«Bloc du Sud»¹, créé en 1964) et les envoyer sur le territoire national dans des zones considérées dangereuses². Le moment d'origine a trouvé son empreinte au moment de l'opération Marquetalia³. L'ELN a été fondée en 1964 par des étudiants et intellectuels qui habitaient la ville de Santander. En 1967, sur la scène politique déjà chargée, apparaît aussi l'EPL qui était dominée par des intellectuels de la classe urbaine moyenne inspirés par la théorie de «la guerre populaire prolongée» appartenant à Mao.

Avec une base beaucoup plus large que l'ELN et l'EPL, le M19 (Mouvement de 19 d'Avril), n'était pas considérée une guérilla traditionnelle; le mouvement était né suite à une revendication spécifique et non à cause d'une idéologie. En 1970, les élections présidentielles devaient être gagnées par Rojas et son parti Anapo, mais son score (38,7%) s'est montré insuffisant pour détrôner Pastrana (40,3%). Ainsi, le «Movimiento Diecinueve de Abril» a été baptisé d'après les élections volées. Les membres venaient non seulement du parti politique l'Anapo, mais on pouvait compter aussi autres dissidents qui avaient antérieurement quitté les FARC⁴.

Après presque 18 ans de fonctionnement, M19 a été démobilisé et le motif, qui fait partie d'un processus de paix, est explicable par l'initiative en 1990 d'élire une Assemblée Constituante. Exactement 19 membres vont provenir de l'ex guérilla M19⁵. Seulement les libéraux ont obtenu plus de sièges pour faire partie de cette constituante créée à l'initiative du président César Gaviria.

Le processus de paix initié par le président Gaviria a eu un succès partiel à cause non seulement de la réussite de pousser hors de la violence une guérilla, mais aussi à cause de la chance réelle de faire partie d'un processus décisionnel (Constitution 1991⁶) qui requiert de la représentation. Le défi d'accorder le crédit total à cette réussite vient des chiffres d'absentéisme lors des élections pour cette assemblée constituante: 74%.

Qu'il s'agit des paysans ou des intellectuels provenant de l'espace urbain, les guérillas ont des bases sociales complexes qui se revendiquent autour de la *Violencia* et qui ont souffert des transformations de la défensive à l'offensive en fonction de leurs buts et pour s'assurer la survie. Grace Livingstone a décrit le jeu dans lequel les acteurs envisagés s'engagent, guerre contre-insurrection, guerre sale, violence de guérilla, et qui explique toujours les transformations qu'on vient d'indiquer.

On considère d'habitude que la réponse de ce changement d'attitude se trouve dans la destinée de l'Union Patriotique ou UP formée en 1985. La coalition politique entre les FARC et le Parti Communiste⁷ n'a pas trouvé le soutien nécessaire pour adopter les mesures qu'ils désiraient: décentralisation, réformes agraires etc.

Le kidnapping représentait à la fin des années 1980 la principale source de revenu pour les ELN et la seconde pour les FARC, mais cela s'explique parce que l'ELN était moins fort de point de vue politique que les FARC qui pouvaient faire aussi appel

¹ James Francis ROCHLIN, *Vanguard revolutionaries in Latin America: Peru, Colombia and Mexico*, Lynne Rienner Publishers, Colorado and London, 2003, p. 135.

² Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, pp. 47-48.

³ Doug STOKES, *America's Other War: Terrorizing Colombia*, Zed Books, London, New York, 2003, p. 73.

⁴ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 50.

⁵ *Ibidem*, p. 191.

⁶ Chiffres disponibles en ligne sur Constitutionnet, <http://www.constitutionnet.org/country/constitutional-history-colombia> (10 mars 2011).

⁷ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, pp. 204-205.

à autres sources de revenus. Pour donner un seul exemple: le 30 mai 2000, l'ELN a enlevé une congrégation entière d'une église en Cali¹.

Si on regarde aussi les paramilitaires, on peut trouver plus de différences que des ressemblances avec les guérillas. Premièrement, la stratégie des guérillas est différente parce qu'elles n'ont pas regardé les civils comme leur cible principale. En second lieu, les FARC, par exemple, n'ont pas fait des alliances avec les forces militaires étatiques et elles se sont engagées souvent dans des combats avec la police colombienne. Néanmoins, les guérillas comme les paramilitaires peuvent attaquer des villageois seulement parce qu'ils les considèrent plus proches de l'ennemi que d'eux.

L'apogée de la violence de guérilla était atteint pendant la période décembre 1998-février 2002, période pendant laquelle «la zone déchargée» a fonctionné pour que des dialogues pacifiques eussent lieu entre le pouvoir central et les FARC. Un défi de cette zone venait des 100 000 civils du sud de Colombie (Caquetá et Meta) qui habitaient dans la nouvelle «enclave de guérilla».

Le réseau de la drogue

La drogue est un facteur important dans cette analyse même si elle n'a pas représenté un but en soi pour la société colombienne, pour les guérillas, pour les paramilitaires. Indéniable est le fait qu'elle a tout exacerbé en aggravant les relations entre divers acteurs et en insérant de la violence partout.

On comptait 80 000 hectares cultivés avec de la coca en 2004 et 86 000, soit 6000 de plus, en 2005². La croissance est indéniable parce qu'on parlait «seulement» de 11% de la production totale de coca provenant de Colombie en 1987³. Des rapports encore plus récents montrent la même tendance⁴.

Un autre fait préoccupant est donné par le prix pour les produits coca et la cocaïne qui est extrêmement stable depuis quelques années. D'où vient tout cela? Pendant les années 1970 des entrepreneurs locaux ont commencé à transporter de petites quantités de cocaïne vers les États Unis. Les profits sont venus très vite, fait qui a mené l'affaire à s'auto financer et à demander indirectement un développement pour que l'affaire puisse prendre des proportions conformes aux demandes réelles venant du marché américain: des routes et liens stables avec les laboratoires de cocaïne (au début en Bolivie et en Pérou), des systèmes de transportations capables de soutenir des chargements considérables pour les États Unis qui sont le principal marché⁵.

¹ BBC News, «Colombia's Kidnap Culture», BBC Americas, le 12 novembre 2002, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/2452909.stm> (6 mars 2011).

² Les chiffres sont publiés par United Nations Office on Drugs and Crime et sont disponibles en ligne sur http://www.unodc.org/pdf/andean/Andean06_ExSumm.pdf (13 février 2011).

³ Francisco E. THOUMI, «Illegal Drugs in Colombia: From Illegal Economic Boom to Social Crisis», *The Annals of the American Academy*, vol. 582, Juillet 2002, p. 105.

⁴ C'est toujours United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) qui donne les chiffres pour l'année 2009, <http://www.unodc.org/southerncone/en/frontpage/2010/06/22-unodc-mostra-tendencias-divergentes-do-cultivo-de-coca-nos-paises-andinos.html> (10 octobre 2010).

⁵ Francisco E. THOUMI, «Illegal Drugs in Colombia...cit.», p. 106.

La chaîne du trafic de la drogue inclue parmi les éléments déjà mentionnés, les cartels. Ceux-ci ont des liens essentiels pour assurer le bon fonctionnement de l'affaire et peuvent s'allier pour des raisons qui tiennent à la sécurité, avec les guérillas ou avec les paramilitaires. La coïncidence fait que seulement la coca soit tellement productive qu'elle vaille la peine. Un hectare de plantation produit une moyenne de 6,4 kg-9,6 kg de matière première et on peut enregistrer entre 4 et 6 récoltes par an. Pendant ce temps, la quantité de drogue qui dépasse les frontières nord-américaines ne souffre pas des changements importants ni même à long terme¹.

Les années 1980 ont été marquées par l'existence de cartels puissants peu nombreux sur le territoire colombien (Medellín, Cali), mais qui étaient capables de retenir tout le pouvoir dans leurs mains. Les politiques menées contre eux n'ont pas résolu le problème parce que ces organisations se sont adaptées aux nouvelles conditions en actionnant de manière décentralisée avec un nombre plus important de groupes plus petits². Leur fonctionnement atomisé assure en fait indirectement un lien d'alliance tacite parce que chaque pièce (cartel) compte également dans l'équation de la drogue.

La mort des grands cartels est survenue avec la disparition du leader, de la figure centrale. Après qu'Escobar avait négocié avec le président César Gaviria pour être arrêté en juin 1991, il a déménagé dans une «prison» de luxe d'où, même s'il menait une vie tranquille qui ne semblait point à celle d'une vraie incarcération, il s'est échappé³. En 1993, on assiste à son assassinat, fait possible à cause de la collaboration entre les membres de l'«U.S. Delta Force» et le cartel concurrent, le cartel de Cali.

LE RÔLE DES ÉTATS UNIS, UN ACTEUR TOUT PUISSANT?

La Guerre Froide explique en partie les liens nécessaires à l'intervention en Colombie des États Unis. George Kennan a été responsable avec la désignation officielle de la politique des États Unis au moment de la Guerre Froide. Le document «The Sources of Soviet Conduct» est déjà bien connu⁴ et c'était à cette occasion qu'on avait annoncé qu'avoir à faire avec le communisme en Amérique Latine pourrait apporter des conséquences néfastes, mais que les États Unis ne devraient pas hésiter.

La fin de la Guerre Froide et la fin de la bipolarité politique avaient obligé les États Unis à changer ou à s'adapter au nouvel ordre mondial. Si on était jusque-là contre le communisme, par après on explique l'intervention post Guerre Froide en Amérique Latine à travers le dicton de la nécessité de protéger la démocratie.

Noam Chomsky⁵, quant à lui, observe qu'en 1999 déjà, la Colombie était devenue la principale destinataire des aides venant de l'Amérique du Nord et il n'hésite pas à corréler les violations des droits de l'homme avec l'aide des États Unis. L'aide

¹ Mark PECENY, Michael DURCAN, «The FARC's Best Friend: U.S. Antidrug Policies and the Deepening of Colombia's Civil War in the 1990s», *Latin American Politics and Society*, vol. 48, nr. 2, 2006, p. 99.

² Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 104.

³ Mark PECENY, Michael DURCAN, «The FARC's Best Friend...cit.», p. 102.

⁴ George F. KENNAN. «The Sources of Soviet Conduct», 1947, <http://www.milestonedocuments.com/documents/view/george-f-kennans-the-sources-of-soviet-conduct/text> (le 10 mars 2011).

⁵ Doug STOKES, *America's Other War...cit.*, p. x.

qu'on vient de mentionner est ressentie toujours à travers une intervention plutôt militaire. L'établissement des bases militaires en Colombie est en fait une petite partie de l'effort que Washington fait pour vérifier son capacité d'intervention militaire¹. L'accroissement des chiffres concernant l'aide militaire nord-américaine et l'entraînement des officiers colombiens ne sont pas restés inconnus.

Pour être encore plus spécifique, la politique extérieure des États Unis d'après la Guerre Froide peut être appréhendée en suivant une thèse de discontinuité ou une thèse de continuité². La première, comme la dénomination le suggère, montre qu'en fait il y a eu des modifications en ce qui concerne les objectifs de la politique extérieure américaine d'après la Guerre Froide. Par contre, la thèse de continuité montre que les intentions nord-américaines n'ont pas trop changé après la fin de la Guerre Froide, mais qu'ils attachent tous leurs efforts pour la promotion et la défense d'un ordre libéral international (efforts centrés de nouveau face aux pays en cours de développement).

Les États Unis réunissent aujourd'hui encore au moins trois moyens pour voir leurs objectifs accomplis («contain democracy»): (1) le capitalisme, (2) les coups et (3) l'action de contre-insurgence ou CI³. Ce troisième aspect est particulièrement important pour l'analyse déployée ici. C'est comme ça que l'histoire colombienne a été obligée d'introduire le syntagme «mouvements paramilitaires».

Comment est-ce qu'on peut faire le lien proposé entre un acteur interne et les États Unis en tant qu'acteur externe? Le développement et le déploiement des mouvements paramilitaires ont été le principal moyen utilisé pour permettre à un État un refus plausible⁴. On peut y rajouter avec le même but l'attribution de violence d'État clandestine, des forces insurgées et l'usage secret de la torture. Les leaders des forces paramilitaires étaient choisis indirectement par les États Unis et ils étaient désignés invariablement en fonction de leur statut.

Le «Plan Lazo»⁵, (initiative du président colombien Lleras n'aurait pas pu être possible sans le «Presidential Determination no. 61-14» que le président Kennedy avait signé en janvier 1961. Ce plan avait été désigné pour détruire divers groupes armés colombiens de la zone rurale qui avaient été «oubliés» pendant les années dures de la *Violencia*⁶.

Après quelques décennies pendant lesquelles la Colombie a même essayé d'instituer un processus de paix par le président Betancour en 1982, la fin de la Guerre Froide a apporté en septembre 1989 l'ouverture de l'Initiative Andine désignée par l'administration Bush, preuve du lien officiel entre les insurgés et la drogue⁷.

Le «Plan Colombia» a apporté une escalade de l'aide nord-américaine en Colombie⁸. Parce qu'il est essentiel pour ce travail, on va ici seulement mentionner les trois objectifs clairement articulés pour la Colombie à travers le Plan que Doug Stokes

¹ Noam CHOMSKY, «Militarizing Latin America», chomsky.info, le 30 août 2009, <http://www.chomsky.info/articles/20090830.htm> (9 mars 2011).

² Doug STOKES, *America's Other War...cit.*, p. 39-41.

³ *Ibidem*, p. 47.

⁴ *Ibidem*, p. 62.

⁵ Lasso en Français. Attribut traditionnel du gaucho ou du cow-boy.

⁶ Doug STOKES, *America's Other War...cit.*, p. 71.

⁷ *Ibidem*, p. 86.

⁸ Peter Dale SCOTT, *Drugs, Oil, and War: The United States in Afghanistan, Colombia and Indochina*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, Maryland, 2003, pp. 73-76.

identifie lui-même: (1) le développement économique, (2) l'éradication de la coca et finalement (3) une meilleure position en ce qui concerne les droits de l'homme¹.

Après le 11 septembre 2001, un changement de position dans la politique extérieure nord-américaine était vu qui, pour la Colombie, s'est traduit, dans le «war on terror». G.W. Bush avait lancé en 2002 l'Initiative Andine Régionale qui était premièrement désignée comme faisant partie du célèbre «war on drugs», mais le fait qu'on a accru le nombre de mercenaires (de 300 à 400) et qu'on a diminué le nombre des conseillers militaires américains (de 500 à 400) montre le repositionnement de la politique nord-américaine.

La logique CI (contre-insurrection)

Les paramilitaires déploient une action complexe, illégale, de droite en s'alliant avec les forces armées. Comme exemples on peut y inclure: les milices privées, les «hit squads» (organes armés appartenant aux trafiquants de la drogue), mais aussi les «escadrons de la mort» (brigades très violentes) qui étaient chargées de faire le «nettoyage social»². Ce type de mouvement est devenu légal pour la première fois en 1968 par la Loi 48 qui donnait la voie libre aux militaires de recruter et mobiliser des civils pour défendre l'ordre public³. Il semble que les membres du parti de gauche Unión Patriótica, une des principales cibles des armées privées, sont ceux qui ont fourni au gouvernement l'occasion de rendre cette décision officielle.

Lorsque le mouvement paramilitaire prit son essor en 1987-1988, l'homicide était déjà devenu la cause principale de décès parmi les adultes de sexe masculin⁴. Encore une fois, à travers «Convivir» – coopératives privées de sécurité et de vigilance, les mouvements paramilitaires sont devenus légaux. Ces groupes ont souvent oublié le but initial en se métamorphosant dans des groupes de paramilitaires⁵. Depuis 1999, ils sont bannis, même si l'autorité adopte d'autres formes pour s'assurer les services des armées privées.

Un des premiers mouvements de ce type est créé vers la fin des années 1980 – ACCU (Autodéfense Paysanne de Córdoba y Urubá). Les fondateurs sont les frères Fidel et Carlos Castaño. En 1997, celui-ci a pris le nom d'AUC (Autodéfenses Unies de la Colombie) tout en mettant à l'abri d'autres forces paramilitaires aussi. Le massacre civil reste leur principale arme, ils n'adoptent pas une stratégie offensive quand l'ennemi direct sont les guérillas.

Ainsi, la guerre contre-insurrection se porte entre les forces armées et les mouvements paramilitaires illégaux, contre les guérillas de gauche pour diminuer l'aide apporté. Un exemple éloquent de ce type d'intervention a été un massacre de civils qui a eu lieu dans Mairipán (département Meta). Il a été organisé du 15 au 20 juillet 1997 par les Autodéfenses Unies de la Colombie (AUC), groupe soutenu par le gouvernement colombien à ce moment-là. L'initiative ne leur appartenait pas parce qu'on ne peut pas expliquer autrement comment est-ce que ni la police, ni les forces

¹ Doug STOKES, *America's Other War...cit.*, p. 93.

² Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 194.

³ Doug STOKES, *America's Other War...cit.*, p. 78.

⁴ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 108.

⁵ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 197.

armées locales ne sont arrivées qu'après cinq jours après le départ de Carlos Castaño et son groupe, responsables pour le massacre¹.

Le fait est qu'à la fin des années 1980, contrairement aux insurrections en plein essor, les mafias de la cocaïne, les cartels de drogue, avaient la capacité de s'infiltrer de chaque partie: la police, l'armée, les groupes paramilitaires, mais aussi les guérillas.

PLAN COLOMBIE OU RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS MILITAIRES

Álvaro Uribe Vélez a gagné les élections présidentielles en 2002 dès le premier tour. Avec la devise de campagne «Main ferme, grand âme»², l'argument central et le triomphe d'Uribe ont été précisément la main dure qui se traduisait par le refus d'accepter les zones démilitarisées avec le but de mener un dialogue avec les groupes insurgés (FARC) et d'exercer l'autorité sur l'entier territoire national³.

Il est important de rappeler le contexte dans lequel Uribe était élu. Même si on est parti de la variante proposée par Andrés Pastrana (1998-2002) en 1999, la deuxième version du Plan Colombie, celle restée en pieds, est encore une preuve de la détermination nord-américaine. Il y a des différences discursives intéressantes et consistantes entre les deux versions du plan, à l'intermède desquelles on peut en fait séparer les pôles – l'administration Pastrana d'un côté et de l'autre l'administration nord-américaine. On a eu cinq actions clés⁴ prévues pour le Plan en 1999 lors de sa première version: le développement du processus de production, la promotion du capital humain, la construction d'une infrastructure de paix, le renforcement du capital social et finalement la promotion de la pérennité environnementale.

La deuxième version met l'accent, sans pudeur, sur la stimulation des forces militaires. L'explication tient, bien-sûr, de la propagation sans précédent du trafic de la drogue⁵. Face à cette volonté, le gouvernement colombien avait une seule responsabilité: celle de légiférer le Plan sur le territoire colombien. En 2000, le Plan Colombie avait déjà acquis le statut de loi aux États Unis⁶.

On est arrivé à calculer un budget total d'environ 7 milliards de dollars⁷ pour lutter contre le trafic de la drogue, pour aider du point de vue militaire et pour engendrer une ainsi dite aide économique. Plus exactement, depuis 2000, les États Unis ont rajouté au budget réduit de la Colombie environ 600 millions de dollars⁸ chaque année.

Pour mieux comprendre les dimensions atteintes par le Plan Colombie, il est outil de jeter un coup d'œil sur les dix éléments y compris qui remplissent un rôle

¹ *Ibidem*, p. 11.

² Daniel CORONELL, «Mano firme, corazón grande», *Semana*, 21 juin 2009, <http://www.semana.com/opinion/mano-firme-corazon-grande/125317-3.aspx> (25 mai 2011).

³ Manuel GUEDÁN, Rubén Darío RAMÍREZ, *Colombia, ¿ La Guerra de nunca acabar ?*, Trama editorial, Madrid, 2005, p. 34.

⁴ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, pp. 124-125.

⁵ *Ibidem*, p. 126.

⁶ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 146.

⁷ Manuel GUEDÁN, Rubén Darío RAMÍREZ, *Colombia...cit.*, p. 39.

⁸ Alfredo RANGEL SUAREZ, «El fin del Plan Colombia», *Diario El Tiempo*, 26 mars 2004, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1499727>, (21 mai 2011).

descriptif pour ceux intéressés. On y avait inscrit une «stratégie économique» (1), une «stratégie fiscale et financière» (2), une «stratégie militaire» bien-entendue (3), une «stratégie judiciaire en termes de droits humanitaires» (4), une «stratégie participation sociale» (7), une «stratégie du développement humanitaire» (8) et une «stratégie internationale» (10)¹.

Ce sont les éléments 5, 6 et 9 qui nous rappellent des interventions nord-américaines directes discutées en haut. Ceux-ci bénéficient d'une portée directe et officielle sans droit de questionnement, mais seulement d'implémentation. Ainsi, la «stratégie contre-narcotique», la «stratégie du développement alternatif» et la «stratégie de paix» sont, d'après moi, les éléments clés en ce qui concerne la dimension qui atteint ce projet législatif unilatéral. À part l'élimination de la production de cultures illicites, on voulait aussi changer les coutumes agricoles, en faire passer les paysans de la culture de coca à des cultures alternatives, mais beaucoup moins profitables. En fait, on a pu enregistrer des cas où des paysans ont planté du maïs parmi ceux de coca pour cacher ainsi les plantes illicites².

N'ayant pas bien respecté le dialogue de la paix, Uribe devait être prêt à combattre durement cette désobéissance de la part des insurgés. Le 7 janvier 1999 ont commencé de manière officielle les dialogues entre Pastrana Arango et les FARC. Celui qui a transféré l'information d'une part à l'autre, a été le fils de l'ancien président Misael Pastrana (1970-1974)³. Il a obtenu la fameuse «Zone de différends» comptant 42 000 km²⁴ (démilitarisation de la part gouvernementale). Néanmoins, la communication était vouée à l'échec parce que la zone a été rapidement transformée par les guérillas en espace propre pour cacher les séquestrés ou pour trafiquer armes et drogues⁵ et c'est comme ça qu'on est arrivé au moment février 2002.

Dans la région de Nariño, la fumigation a commencé en 1999 et s'est intensifiée tout au long du Plan. Le problème qu'on y voit immédiatement, et que parmi les zones pulvérisées, on a introduit aussi la réserve naturelle d'«Inga de Aponte»⁶. Toujours dans la région du sud du pays, en Putumayo (décembre 2000), la fumigation a été précédée par une avancée paramilitaire, fait qui nous rappelle de la réplique de Carlos Castaño Gil – «Nous allons travailler pour le patron»⁷ – à l'occasion de l'installation du président Pastrana Arango en 1998.

Au cours de l'année 2002, justement entre les deux mandats présidentiels colombiens (Pastrana et Uribe), l'administration Bush a lancé «Andean Regional Counter Drug Initiative», conçu comme une continuation nécessaire du Plan Colombie avec la mention de la mutation du projet d'un niveau national (gouvernement colombien) à un niveau régional des pays andins⁸. Maintenant, le Pérou, la Bolivie,

¹ Gouvernement de Colombie, «Plan Colombia: Plan for Peace, Prosperity, and the Strengthening of the State», *The Center for International Policy's Colombia Project*, 20 mars 2000, <http://www.ciponline.org/colombia/plancolombia.htm>, (20 avril 2011).

² Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, pp. 137-138.

³ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos: democracia y terrorismo de estado*, FOCA Investigación, Madrid, 2008, p. 273.

⁴ *Ibidem*, p. 274.

⁵ *Ibidem*, p. 273.

⁶ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 137.

⁷ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...cit.*, p. 275.

⁸ Grace LIVINGSTONE, *Inside Colombia...cit.*, p. 130.

l'Équateur, le Brésil, le Venezuela et le Panama sont aussi devenus points clés dans la logique contre narcotique¹.

Il est intéressant que, même si prévu seulement jusqu'en 2005, période assez importante qui couvre grande partie du premier mandat de président Uribe, le Plan Colombie était prolongé et le 14 février de 2011, le président démocrate Barack Obama a demandé environ 400 millions de dollars pour l'année 2012 pour que la continuation du Plan ne soit pas affectée. Il y a, c'est vrai, une réduction prévue d'environ 15% entre les deux sommes ici véhiculées, mais Sergio Gómez Maseri lui-même affirme que cette réduction n'a pas le rôle d'affaiblir les relations entre les deux pays.

(PARA)ORIGINES

La candidature d'Álvaro Uribe Vélez aux élections présidentielles de 2002 a engendré une polémique assez importante sur la scène politique. Des enquêtes menées par des journalistes colombiens comme Fernando Garavito Pardo ont eu le rôle de montrer le passé du candidat lié non seulement aux forces paramilitaires, mais aussi au cartel de Medellín. La vraie question était «qui était capable de défendre les Colombiens de l'origine d'Álvaro Uribe Vélez?»² Dans d'autres mots, Uribe avait un passé étroitement lié aux seigneurs de la drogue³.

Né à Medellín dans les années de plein essor des cartels de la drogue, il était impossible de n'avoir au moins un lien surtout s'il voulait élever la condition de la famille. C'était ça la logique du père de la famille, Alberto Uribe Sierra. Il est devenu un élément important dans le circuit de blanchissement de l'argent et la richesse de la famille Uribe a atteint rapidement des valeurs importantes les dotant de l'influence et du rôle de médiateurs⁴.

Les programmes sociaux de Pablo Escobar ont inclut aussi une série de reconstructions dénommées: «Medellin sans bidonvilles». Pour récolter de l'argent, Alberto Sierra Uribe a organisé une course (1982) à l'intermède de laquelle des fonds supplémentaires ont pu être collectés⁵ pour un développement rapide du projet immobilière. Comme geste de gratitude, le fils d'Alberto Sierra Uribe, c'est-à-dire le futur candidat aux présidentielles, était nommé maire de Medellín sous le gouvernement de Belisario Betancour Cuartas⁶. L'appui de Pablo Escobar pour le fils d'Uribe Sierra reste constant surtout au moment où son père est tué précisément par des insurgés de la guérilla marxiste FARC.

À part le discours officiel de la nécessité de combattre les guérillas partout sur le territoire colombien avec ou sans négociations, il est évident que sa détermination provient aussi d'un désir de vengeance. Dans la guerre contre-insurrectionnelle, la force des paramilitaires a été essentielle. De plus, selon les mots de Carlos Castaño,

¹ Dates disponibles en ligne sur le U.S. Department of State, <http://www.state.gov/p/inl/rls/rpt/pbg/93280.htm>, (20 mai 2011).

² Fernando GARAVITO PARDO, «Ciertas yerbas del pantano», *Diario El Espectador*, 27 août 2000, http://colombia.indymedia.org/uploads/2008/05/algunos_articulos_de_fernando_garavito.pdf (22 mai 2011).

³ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...cit.*, p. 315.

⁴ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 150.

⁵ *Ibidem*, p. 151.

⁶ Fernando GARAVITO PARDO, «Ciertas yerbas...cit.»

Álvaro Uribe était «l'homme le plus proche de [leur] philosophie»¹. Gardant cette logique paramilitaire, le 21 juin 2005, Gustavo Petro Urrego (Congrès colombien) avait affirmé pendant une séance plénière que le frère du président, Uribe, avait été investigué pour la création d'un groupe paramilitaire² («Les douze apôtres»).

Le président Uribe a donc toujours eu, avec ces preuves, le destin marqué par les expériences directes avec les trois acteurs «violents» de l'histoire colombienne contemporaine. L'ingérence même partielle dans leurs réseaux devrait fonctionner comme un avantage pour Uribe en termes de négociations de paix, surtout en ce qui concerne les guérillas marxistes encore non démilitarisées au début de son mandat, les FARC et l'ELN³.

L'APPROCHE OFFENSIVE DES MANDATS D'URIBE (2002-2010)

La parole du nouveau président était ferme. En 2003, le peuple colombien pouvait déjà respirer face à l'espoir que la «Politique de Défense et Sécurité Démocratique» était capable, comme stipulé, de «protéger les droits des Colombiens et de fortifier, avec la solidarité de la municipalité, l'État de Droit et l'autorité démocratique, là où elle est en péril⁴». Essentiel est le point qui entraîne la motivation de la population civile de participer aux actions du gouvernement national en aidant à travers l'incorporation d'informateurs récompensés et contrôlés par les Forces Armées⁵.

Gardant à l'esprit ces buts et ces modalités d'action, il n'est pas difficile de partager l'opinion de Guedán et Ramírez concernant cette politique qui ne fait autre chose qu'adopter des «mesures pour l'implémentation d'une stratégie de guerre totale»⁶. Pour cela, le président Uribe Vélez a doté les Forces Armées et policières de ressources humaines encore plus importantes.

Cela veut dire, qu'on passe à une offensive⁷ pour obliger les guérillas et les paramilitaires de négocier une nouvelle position, qu'aucun président colombien n'a utilisé dans sa stratégie contre-insurrectionnelle, celle des «perdants de la guerre»⁸. Et les prix de cela n'ont pas été négligeables. En 2003 seulement la Colombie y a destiné 2,7% de son PIB⁹, c'est-à-dire approximativement 1870 millions d'Euros.

Dans la logique de faire prévaloir les militaires et les forces de la police les mieux préparés, la Sécurité Démocratique a aussi fait appel aux «soldats de mon

¹ Forrest HYLTON, *Colombie...cit.*, p. 148.

² Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...cit.*, p. 318.

³ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons: State-building by Colombian President Álvaro Uribe Vélez, 2002-2006*, The University of Alabama Press, Tuscaloosa, 2009, p. 12.

⁴ Presidencia de la República, Ministerio de Defensa Nacional, *Política de Defensa y Seguridad Democrática*, http://www.presidencia.gov.co/seguridad_democratica.pdf, República de Colombia, Bogotá, 2003, p. 12 (20 mai 2011).

⁵ Presidencia de la República, Ministerio de Defensa Nacional, *Política de Defensa...cit.*, pp. 60-61.

⁶ Manuel GUEDÁN, Rubén Darío RAMÍREZ, *Colombia...cit.*, p. 36.

⁷ Alfredo FUENTES HERNÁNDEZ, «Seguridad Democrática», *Diario El Tiempo*, 3 octobre 2003, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1024039>, (24 mai 2011);

⁸ Manuel GUEDÁN, Rubén Darío RAMÍREZ, *Colombia...cit.*, p. 37.

⁹ «Importante aporte del Meta», *Diario El Tiempo*, 13 juin 2003, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1022187>, (24 mai 2011).

village»¹ (le gouvernement colombien a employé cette dénomination pour faire référence à la proximité de chaque centre insurrectionnel) ou «soldats paysans». Ainsi, en 2004, le président informait sur la présence de ce type de militaires aussi préparés par l'État en 500 municipes du total de 1096 que la Colombie compte².

En juillet 2005, leur présence était impressionnante couvrant 28 départements du total de 32 départements, c'est-à-dire 27 200 militaires³. Ils pouvaient facilement passer pour des paramilitaires aux yeux des Colombiens. C'est clair au moins, qu'ils luttèrent contre les guérillas et moins contre les paramilitaires proprement-dits parce que dans le langage officiel, le terrorisme se traduisait par des rapports avec la guérilla spécialement.

Les «soldats de mon village» n'étaient pas seuls sur la scène offensive. Les troupes étaient complétées par le réseau de collaborateurs et informateurs. Le premier réseau comptait environ 140 membres, mais on a réussi à dépasser le quota présenté (1 million)⁴ par Uribe lors de la campagne présidentielle en 2002. Ainsi, en février 2004, on comptait déjà 1 600 000 de personnes dans le réseau. La modernisation de l'armée signifiait non seulement une technologie meilleure et un corps plus nombreux, mais aussi la diversification ou une meilleure spécialisation qui puisse répondre aux nécessités terriennes de l'État.

Le président Uribe a mis les bases d'un système de dialogue direct avec la population sous la forme de «conseils communautaires». Chaque samedi, le président se déplaçait dans une certaine partie de la Colombie pour recueillir de plaintes de la part des Colombiens et pour ensuite trouver vite les solutions.

Tout était prêt pour que le président implémente la plus importante composante militaire du Plan Colombie, c'est-à-dire, le «Plan Patriote» qui était aussi un élément subordonné à la Politique de Sécurité Démocratique. Cette convergence diminue encore une fois la distance entre la politique colombienne et l'ingérence des États Unis. Non seulement l'armée terrestre, mais aussi les forces aériennes et le Département Administratif de Sécurité (DAS) se sont lancés dans un assaut contre les groupes insurgés sur une portion géographique d'exactly 241 812 km² dans le sud du pays⁵.

La responsabilité du gouvernement était particulièrement grande parce qu'il s'agissait d'une action qui ne pouvait pas rebrousser chemin. De plus, en 2004, le gouvernement d'Uribe n'avait pas encore pu se garantir la réélection d'après la modification constitutionnelle. Celui-ci a été maintenu secret avant la séance à l'intérieur du Congrès⁶. Le Plan Patriote a représenté une opération militaire ambitieuse placée par Harvey F. Kline à la tête des opérations militaires tout au long de l'histoire colombienne⁷. Uribe était sûr en ce qui concerne le gagnant de cette lutte adressant les mots suivants aux commandants des FARC en avril 2003: «Qu'ils nous

¹ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...*cit., p. 39.

² Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...*cit., p. 297.

³ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...*cit., p. 41.

⁴ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...*cit., p. 296.

⁵ *Ibidem*, pp. 298-299.

⁶ «La Campaña Libertadora de Uribe», *Diario el Tiempo*, 3 mai 2005, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1682799> (25 mai 2011).

⁷ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...*cit., p. 45.

attendent là-bas tranquillement parce n'importe combien la jungle est épaisse et la topographie agressive, nous y arriverons pour les combattre»¹.

Le plan était désigné pour fonctionner en deux étapes: une qui répondait aux besoins urbains et l'autre qui commençait le 31 décembre 2003 uniquement pour le sud du pays, traditionnellement appartenant aux FARC. Derrière cette division stratégique on a eu la logique suivante: il n'était pas opportun de partir vers le sud, sans que la situation des villes soit déjà pacifiée.

Encore une fois, sans l'appui venu des États Unis (aide planifié en 2004 pour encore 3 années), cette opération serait restée une utopie. Les soldats du Comando Sur à la tête desquels on trouvait James T. Hill étaient particulièrement intéressés par ce plan². Les journalistes colombiens ne doutent pas en fait que part du budget destiné jusqu'à ce moment là au Plan Colombie était redirigé vers Plan Patriota³. Les 17 000 hommes (d'après Uribe) qui ont été envoyés dans la jungle du pays, ont eu besoin de beaucoup d'aide de la part de soldats américains qui comptaient environ 800 hommes.

De plus, le seul succès important qu'on peut y rattacher a été la capture de Jorge Briceño Suárez – un des commandants du Secrétariat des FARC – en juin 2004⁴. En fait, ce qu'on peut observer est que, comme pendant le processus de fumigation du Plan Colombie, à l'occasion du Plan Patriote on n'a vu non plus une stratégie désignée pour protéger la population qui se maintenait encore hors du conflit armé.

LA LOI JUSTICE ET PAIX ET LES NÉGOCIATIONS AVEC LES GROUPES PARAMILITAIRES

Le processus de démobilisation avec les groupes paramilitaires a été promu par le nouveau président Uribe dès le début de son premier mandat. Néanmoins, les discussions pouvaient commencer seulement avec des groupes à statut politique. Si les guérillas marxistes bénéficiaient de ce statut-là, cela n'était pas valable pour les paramilitaires au moins jusqu'en novembre 2002. Après cette date très importante, on a assisté à une modification de la Loi de l'Ordre Public, ce qui a placé Álvaro Uribe Vélez dans une position de légalité (pour la première fois dans l'histoire colombienne) vis-à-vis des négociations avec les paramilitaires⁵.

Ainsi, le processus de démobilisation a commencé le 1^{er} décembre 2002 juste après l'implémentation de la loi. Pour que le processus défensif ait lieu, un statut de cessez-le-feu a été nécessaire de la part des AUC. Néanmoins, il est intéressant d'observer qu'on a maintenu un quota de seulement 10% de démobilisation du nombre total des troupes paramilitaires jusqu'au vote final du Congrès colombien de la Loi Justice et Paix le 20 juin 2005⁶.

¹ Luz María SIERRA, Sergio GOMEZ MASERI, Jineth BEDOYA LIMA, «El Plan top secret de Uribe», *Diario El Tiempo*, 25 avril 2004, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1538549>, (25 mai 2011).

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

⁴ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...cit.*, p. 300.

⁵ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...cit.*, p. 78.

⁶ *Ibidem*, p. 80.

La loi mettait l'accent sur l'objectif de faciliter le processus de paix et la réincorporation des membres des groupes armés¹. Parmi les éléments les plus importants, il faut rappeler la peine alternative qui prévoyait une sentence contre la contribution au processus de paix et rémunérations pour leurs victimes².

Il est important de saisir le fait que le gouvernement d'Uribe avait nommé un organisme étatique à la tête du contrôle de la pacification des groupes armés illégaux. Il s'agit de la Commission de Réparation et Réconciliation. Le 15 décembre 2010, un article sur le site de l'institution annonçait de l'activité pour encore trois années³, fait qui répondait aux intentions initiales, mais que je vois aussi comme une continuation de la politique même si le président était remplacé.

Un autre aspect important est que les mandats d'Uribe ont mis l'accent sur la portée militaire dans la lutte contre les groupes paramilitaires, les autres secteurs – économique, social, politique, étant mis de côté. Assez souvent la loi a paru comme un projet précipité traduit par l'intention d'Uribe de ne pas perdre les chances de gagner le deuxième scrutin présidentiel de 2006. De plus, il y a des informations selon lesquelles 30% des membres du Congrès qui ont participé en 2005 au vote de la «Loi Justice et Paix» étaient élus par les paramilitaires⁴.

En voyant les démobilisés individuels des paramilitaires, on enregistre, c'est vrai, une croissance de 692 en 2003 jusqu'à 1096 en 2005. Après, les chiffres baissent de façon inexplicable de 470 en 2006 jusqu'à 155 en 2007. Pour le reste du deuxième mandat, les chiffres manquent, fait qui explique, d'après moi, l'insuccès des politiques de démobilisation individuelle et collective. Ensuite, le plus grand nombre de capturés est de 4836 en 2004.

De plus, à Medellín, la possibilité qu'il y ait encore des autodéfenses non soumises à la démobilisation reste en pieds⁵. Même si la création de la loi devrait se traduire par une recherche de la paix en Colombie, il semble encore une fois que peu de choses ont été faites et cela parce que «Justice et Paix» avait des problèmes en ce qui concerne la manière de procéder dans l'application de la loi en soi⁶ et cela justement quelques semaines avant la fin des deux mandats d'Álvaro Uribe Vélez.

Cela est encore plus évident si on tient compte des commentaires sur la «Loi Justice et Paix» de la presse internationale tel le *New York Times*: «Loi pour l'impunité des assassins en masse, terroristes et grands trafiquants de drogue»⁷. En fait, on insiste sur le fait que les paramilitaires contrôlaient à ce moment 40% des exports de

¹ El Congreso de Colombia, *Ley 975 de 2005*, http://www.cnrr.org.co/ley_jus_paz.htm, El Congreso de Colombia, Bogotá, le 25 du juillet 2005, article 1 (30 mai 2011).

² *Ibidem*, article 3.

³ Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, «The CNRR plans to work on reconciliation for the next three years», site de CNRR, 15 décembre 2010, http://www.cnrr.org.co/contenido/09i/spip.php?article726&var_mode=calcul (le 29 mai 2011).

⁴ Hernando CALVO OSPINA, *Colombia, laboratorio de embrujos...cit.*, p. 329.

⁵ «10 Preguntas para pensar», *Semana*, 30 novembre 2003, <http://www.semana.com/nacion/10-preguntas-para-pensar/75037-3.aspx> (30 mai 2011).

⁶ Juliana EUSSE GUERRA, «Justicia y Paz: cinco años de logros y deudas», *Diario El Colombiano*, 20 juillet 2010, http://www.elcolombiano.com/BancoConocimiento/J/justicia_y_paz_cinco_anos_de_logros_y_deudas/justicia_y_paz_cinco_anos_de_logros_y_deudas.asp, (29 mai 2011).

⁷ «Colombia's Capitulation», *Journal The New York Times*, 6 juillet 2005, <http://www.nytimes.com/2005/07/05/opinion/05iht-edcolombia.html?scp=1&sq=the%20capitulation%20of%20colombia&st=cse>, (30 mai 2011).

la cocaïne de Colombie. Peut-être les États Unis ont oublié la revanche promise contre la transportation de la drogue de Colombie.

LA PLACE DES GUÉRILLAS DANS LA POLITIQUE D'URIBE

À part les paramilitaires, la «Loi Justice et Paix» devait aussi répondre au processus de paix pour les guérillas marxistes qui fonctionnaient encore: les FARC et l'ELN. Il est assez difficile de trouver toutes les explications concernant le manque de succès total cette fois-ci aussi.

L'ELN, par exemple, a proposé au début de la présidence d'Uribe un dialogue régional, mais en août 2002, Uribe n'accepte pas l'élément régional de la discussion sans qu'un cessez-le-feu ait été établi auparavant¹. Le conflit connaît ensuite un rythme assez important par le kidnapping d'un autobus d'élèves en septembre 2002 ou par les kidnappings des deux journalistes de Los Angeles en janvier 2003². À la fin de 2003, les négociations étaient encore suspendues. En 2004, on assiste à une nouvelle série de kidnappings en Antioquia et Chocó comptant non plus de 17 hommes³.

Juste avant une rencontre directe avec le gouvernement mexicain et l'ELN (l'ELN voulant participer pour la première fois à des élections dans une coalition avec plusieurs partis politiques), Uribe a fait probablement le pire faux pas de son mandat en relevant détails sur les négociations avec les guérillas marxistes en ignorant de cette manière la confidentialité imposée au début⁴. Pendant une rencontre tenue à Puerto Ordaz, Venezuela, Uribe a parlé des conditions de cessez-le-feu avec la Commande Centrale de l'ELN sans savoir que cette partie de la discussion était aussi transmise en direct sur les chaînes de télévision. Comme il était évident, l'ELN a rompu encore une fois les possibilités de négociations et en juin 2006 elle n'était plus prête à négocier⁵.

L'ELN insiste sur le fait que «la Colombie peut se baser sur une proposition de paix avec elle s'il y a de la justice sociale et une vraie démocratie»⁶. Et la preuve qu'un processus de paix complet ne fut pas instauré dans les cas de l'ELN est précisément l'attaque à laquelle les Colombiens ont participé. Deux camions ont été incendiés sur l'autoroute panaméricaine dans la région Pasto-Popayán, incident qui a fait aussi des victimes⁷. De l'autre côté, le processus de paix avec les FARC a enregistré encore moins de succès. Et cela dès le début si on pense à l'attaque de l'inauguration du mandat présidentiel en août 2002⁸. Les attaques verbales et ceux armés ont été les vedettes de cette «négociation».

L'opération Jaque (2008) a été mise en œuvre par le gouvernement colombien pour que les personnes prises en otage soient récupérées. Cette opération a eu trois étapes: celle de la reconnaissance et la localisation suivies par une opération spéciale et

¹ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...*cit., p. 103.

² *Ibidem*, p. 107.

³ *Ibidem*, p. 109.

⁴ *Ibidem*, p. 115.

⁵ *Ibidem*, p. 127.

⁶ Commandement Central de l'ELN «EL ELN propone un acuerdo Nacional de Paz», site de l'ELN, <http://www.eln-voces.com/> (30 mai 2011).

⁷ «Ataque terrorista en el Cauca», *Diario El Espectador*, 27 mai 2011, <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/video-273067-ataque-terrorista-el-cauca> (31 mai 2011).

⁸ Harvey F. KLINE, *Showing Teeth to the Dragons...*cit., p. 133.

un cercle humanitaire¹. Ingrid Betancourt était candidate à l'élection présidentielle de 2002 de la part du Parti Oxygène Vert, qu'elle avait fondé². Après 6 ans sous le contrôle des FARC, elle raconte avec beaucoup d'émotions les moments du sauvetage³. Trois spécialistes nord-américains en défense ont été aussi kidnappés en 2003. La popularité d'Uribe a fait ensuite un saut jusqu'à 91% le 6 juillet 2008 après avoir un niveau déjà impressionnant de 73% avant l'opération Jaque⁴.

On considère que même la mort du leader des FARC (mars 2008), Manuel Marulanda Vélez (Tirofijo) n'a pas été capable d'affaiblir les structures internes de la guérilla marxiste⁵. L'ironie est qu'une crise cardiaque a mené à fin la vie du général et pas le gouvernement d'Uribe.

Si on regarde les statistiques officielles qui évoquent les hectares de coca pulvérisés chaque année dépassant 100 000, on pourrait faire l'éloge des politiques désignées par le gouvernement, mais il faut faire attention au manque d'informations concernant les hectares encore en place tout particulièrement si on pense que l'arbuste de coca peut produire plusieurs récoltes par an.

LES CONCLUSIONS APRÈS LA FIN DES MANDATS D'URIBE

Ainsi, les guérillas, les mouvements paramilitaires, les deux partis politiques historiques et les cartels de drogue atomisés ont été les acteurs internes qui ont répondu à la spécificité colombienne entendue dans la logique de Pécaut. Le président Uribe a essayé de démilitariser ou de pacifier deux acteurs internes en atteignant seulement un succès partiel dans le cas des autodéfenses unies (groupes paramilitaires) et encore moins dans le cas des guérillas.

De l'autre côté, Doug Stokes et Noam Chomsky assument la thèse de la continuité que j'ai transposée pour localiser l'aide nord-américaine dans différents épisodes de l'histoire colombienne: la guerre contre le communisme (pendant la guerre froide), la guerre contre la drogue (débutée à la fin des années 1980, après le boom enregistré en termes de récoltes de coca), et dernièrement la guerre contre la terreur d'après le 11 septembre 2001.

En ce qui concerne les États Unis (s'assurer que ses intérêts nationaux sont bien transposés sur le territoire colombien), il s'agissait surtout des intérêts de nature capitaliste et des intérêts qui tiennent à la diminution de la production de la drogue.

En conclusion, les piliers de recherche qui ont été suivis pour faire le bilan de l'activité d'Uribe ont mené à confirmer les thèses formulées au début: l'inefficacité des politiques anti-drogue tient aux caractéristiques spécifiques de l'État colombien.

¹ Ministerio de Defensa Nacional, «Operación Militar Jaque», *Comando General Fuerzas Militares*, http://www.defesanet.com.br/docs1/operacion_jaque.pdf, (30 mai 2011).

² Ingrid BETANCOURT, *No hay silencio que no termine*, Santillana Ediciones Generales, Madrid, 2010.

³ *Ibidem*, pp. 704-705.

⁴ «Popularity of Colombia's Uribe soars after rescue», site informationnel Reuters, 6 juillet 2008, <http://www.reuters.com/article/2008/07/06/idUSN06348039> (31 mai 2011).

⁵ Tim PADGETT, «Colombia's Rebel Patriarch Is Dead», *The Time Magazine*, 25 mai 2008, <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1809452,00.html?xid=feed-cnn-topics> (27 mai 2011).

Deuxièmement, l'autoritarisme d'Álvaro Uribe Vélez influence aussi négativement les politiques anti-drogue, même sous le financement constants des États Unis.

Ensuite, le candidat de la coalition Juan Manuel Santos, et ancien ministre de la Défense d'Uribe a gagné, à titre de continuation, en 2010 les élections présidentielles. Il semble qu'on assiste à une répétition parce que le discours gouvernemental nous laisse comprendre que les guérillas et les groupes paramilitaires sont loin d'être démobilisés (fait qui démontre encore une fois, s'il était nécessaire, l'insuccès d'Uribe).

À part le péril, il semble qu'au moins les groupes paramilitaires ont subi une évolution, les nouveaux «bacrim»¹ qui contrôlent déjà 293 municipalités étant considérés en 2011 par le commandant de la Police, Oscar Naranjo «la plus grande menace»². Ni le but de «mener à un minimum historique la production de coca»³ n'est chose nouvelle.

La Colombie reste le principal producteur de cocaïne, parce que la production n'a pas vraiment diminué. Ensuite, la demande de cocaïne va toujours engendrer une offre proportionnée. Adam Isacson l'observe aussi avec une pincée d'ironie:

«Aux États Unis, on n'attend pas pour faire de la prison pour avoir consommé ou trafiqué de la drogue, néanmoins, on attend trop, jusqu'à la mort peut-être, pour recevoir de l'aide spécialisée pour arrêter la consommation de la drogue de n'importe quelle nature»⁴.

En d'autres mots, les États Unis investissent trop à l'étranger pour diminuer la production de la cocaïne, tout en négligeant le terrain domestique où les citoyens ne veulent ou ne sont pas capables à quitter la drogue.

¹ «Bandas emergentes en Colombia» ou «bandas criminales emergentes», c'est-à-dire, bandes criminelles émergentes qui naissent des décombres des anciennes organisations paramilitaires démobilisées.

² Pilar LOZANO, «Colombia lanza un plan de combate a cuatro años contra la guerrilla y los paramilitares», *Diario El País*, 24 mai 2011, http://www.elpais.com/articulo/internacional/Colombia/lanza/plan/combate/anos/guerrilla/paramilitares/elpepuintlat/20110524elpepuint_19/Tes (5 juin 2011).

³ *Ibidem*.

⁴ Gerard UGERMAN, Audrey BROHY, *Plan Colombia: Cashing-In on the Drug War Failure*. DVD. Mis en scène par Gerard UGERMAN, Audrey BROHY, Free-Will Productions, New York, États Unis, 2003.